

In Extenso

In Extenso Centre Ouest

4 rue du tertre
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57
www.inextenso.fr

A.P.I.J. (Prévention, Insertion)

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

12, rue Votier – BP 60421
49100 ANGERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

In Extenso

In Extenso Centre Ouest

4 rue du tertre
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57
www.inextenso.fr

A.P.I.J. (Prévention, Insertion)

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

12, rue Votier – BP 60421
49100 ANGERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.P.I.J. (Prévention, Insertion) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation » nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

In Extenso Centre Ouest

Signé par Gregoire Gaillard
Le 04/07/24

ID: tx_wKvLKJdQ9ZX8

Grégoire GAILLARD

Ce rapport comporte 32 pages.

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	105 884	105 884		1 521
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acompte				
Immobilisations corporelles				
Terrains	279 450		279 450	279 450
Constructions	12 370 002	7 586 449	4 783 553	5 396 914
Installations techniques, matériel et outillage	293 293	265 790	27 503	36 165
Autres immobilisations corporelles	729 426	677 457	51 969	77 629
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	34 800	34 800		
TIAP & autres titres immobilisés	54 790		54 790	54 790
Prêts	110 306		110 306	110 306
Autres immobilisations financières	14 906		14 906	14 906
ACTIF IMMOBILISE	13 992 856	8 670 381	5 322 476	5 971 679
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	122 976		122 976	87 097
Autres créances	1 975 421	105 796	1 869 625	1 199 518
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	777 634		777 634	1 073 723
Charges constatées d'avance	1 148		1 148	1 399
ACTIF CIRCULANT	2 877 179	105 796	2 771 383	2 361 738
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	16 870 036	8 776 177	8 093 859	8 333 418

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	457	457
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 220 320	1 850 243
Report à nouveau	-1 077 221	-1 097 642
RESULTAT DE L'EXERCICE	-16 349	-336 668
Subventions d'investissement	43 368	52 275
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	170 575	468 666
<i>Apports</i>		
<i>Legs et donations</i>		
<i>Subventions affectées</i>		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle	-487 246	-760 080
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	-487 246	-760 080
Provisions pour risques	8 130	8 130
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8 130	8 130
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
<i>Emprunts</i>	5 623 231	6 081 197
<i>Découverts et concours bancaires</i>	700	791
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	5 623 931	6 081 988
Emprunts et dettes financières diverses	1 218 721	917 217
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	241 140	172 572
Dettes fiscales et sociales	886 021	803 469
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 021	890
Autres dettes	424 566	640 566
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES	8 402 400	8 616 702
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	8 093 859	8 333 418

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	2 447	
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	10 077 907	9 340 061
Ressources liées à la générosité du public	3 850	400
<i>Dont Legs, donations et assurances-vie</i>	3 850	400
Contributions financières	644 331	1 158 826
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	52 385	84 246
Autres produits	2 603	24 460
Total I	10 783 524	10 607 993
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 042	
Autres achats et charges externes	2 387 731	2 396 995
Aides financières	644 331	1 158 826
Impôts, taxes et versements assimilés	569 309	521 028
Salaires et traitements	4 702 315	4 266 743
Charges sociales	1 687 439	1 547 979
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	681 816	836 750
Dotations aux provisions		8 130
Autres charges	26 969	26 119
Total II	10 701 952	10 762 570
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	81 572	-154 577
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	992	1 025
Total III	992	1 025
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		34 800
Intérêts et charges assimilées	102 449	141 885
Total IV	102 449	176 685
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-101 457	-175 660
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-19 885	-330 238
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		4 048
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 907	10 190
Total V	8 907	14 238
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	5 371	20 557
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	5 371	20 557

Compte de résultat

4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 537	-6 319
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		111
Total des produits (I+III+V)	10 793 423	10 623 255
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	10 809 772	10 959 923
EXCEDENT OU DEFICIT	-16 349	-336 668
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	1 064	
Prestations en nature		
Bénévolat	71 572	
Total		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	1 064	
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	71 572	
Total		

Description de l'objet social

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association a connu un développement de ses activités l'amenant à gérer deux établissements, la MECS (Maison d'Enfant à Caractère Social) Cassiopée reprise en 2002 et le réseau de structures d'accueil AIJ (Anjou Insertion Jeunes), créé depuis 1990 et déployé.

En 2016, le Conseil départemental de Maine-et-Loire a lancé un appel à projets pour réorganiser l'ensemble du dispositif de protection de l'enfance sur le département. L'APIJ y a répondu et la capacité globale des établissements et des services autorisés a augmenté à cette occasion. De plus, en 2018, à la demande du Département, l'association a repris la pouponnière « A Petits Pas » située à Cholet, qui jusque là était gérée par l'association APAECH.

L'APIJ gère en 2023 trois établissements qui se situent dans le périmètre de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles :

Siège,
Cassiopée, avec une MECS et deux pouponnières,
AIJ, avec 12 structures d'accueil et un service extérieur.

Leur capacité globale est de 120 places :

ETABLISSEMENT / STRUCTURE		CAPACITE	SITES / PDS CD 49	
SIEGE	-----	-----	Angers	
CASSIOPEE	MECS « Pégase » (*)		Candé / PDS nord	
	Pouponnière « Tom' Pouss »		Candé / PDS nord	
	Pouponnière « A Petits Pas »		Cholet / PDS ouest	
	Sous-Total		-----	
AIJ	4-10 ans	Beaufort 2	6	Beaufort-en-Anjou / PDS est
		Vauchrétien	6	Vauchrétien / PDS centre
		Chemillé 1	6	Chemillé-en-Anjou / PDS ouest
		Le Puy Saint-Bonnet	6	Le Puy Saint-Bonnet / PDS ouest
	11-14 ans	Beaufort 1	6	Beaufort-en-Anjou / PDS est
		Saint Sylvain	6	Verrières-en-Anjou / PDS centre
		Vezins	6	Vezins / Pds ouest
	15-21 ans	La Gazelle	6	Montreuil-Bellay / PDS est
		Saint-Mathurin	6	Saint-Mathurin-sur-Loire / PdS centre
		Chemillé 2	6	Chemillé-en-Anjou / PDS ouest
		Cholet	6	Cholet / PdS ouest
		Segré	7	Segré-en-Anjou Bleu / PDS nord
	15-21 ans	Service extérieur	10	Angers et agglo. / PDS centre
	Sous-Total		83	-----
TOTAL		120		

(*) :

La MECS Pégase est dédiée à l'accueil d'enfants confiés par d'autres Départements que celui de Maine-et-Loire. A noter qu'en 2023 des enfants confiés par le Département de Maine-et-Loire y étaient encore présents.

Faits caractéristiques

La société SP2V est en liquidation judiciaire depuis le 18/01/2023. Nous avons constaté la dépréciation des titres de participation pour 34 800 € et du compte courant pour 105 796 €.

Un avis de contrôle de l'URSSAF a été notifié le 3 février 2023. A la date d'arrêté des comptes annuels par le conseil d'administration, nous n'avons pas connaissance d'un avis de redressement suite à ce contrôle.

Continuité d'exploitation

Les comptes annuels arrêtés par le conseil d'administration le 28 mars 2024, présentent un déficit de 16 K€. Même si ce dernier est en très nette diminution par rapport à ceux des exercices antérieurs (-125 503 € en 2022, -679 642 € en 2021, -1 362 323 € en 2020) les fonds propres n'ont pas pu être reconstitués et s'élèvent à -317 € K€.

Cette situation s'explique principalement par :

- Un hausse du niveau de la masse salariale, avec une augmentation importante des contrats à durée déterminée qui s'est poursuivie en sortie de Covid et résulte également de la hausse du point d'indice et de l'application des accords d'entreprise de 2020.
- Un haut niveau d'inflation qui a un impact important sur nos charges.
- En plus des charges de l'exercice, nous remboursons une dette sociale et fiscale issue des exercices 2020 à 2022.

Le département a ordonné en 2022 une mission d'administration provisoire de l'Association sur la partie budgétaire. Le rapport d'expertise rendu valide une proposition de budget 2023 à un niveau quasiment identique à celui présenté par l'Association. Malgré cela, le département a maintenu une revalorisation insuffisante de la dotation globale pour couvrir les coûts générés par l'accompagnement demandé.

Consciente de la situation délicate dans laquelle elle se trouve, l'Association a :

- Proposé au Conseil départemental des évolutions de son offre d'accompagnement de nature à en améliorer la qualité et à en maîtriser les coûts
- Mis en place au 1er janvier 2024 un accord de performance collective gérant optimisant l'organisation du travail sur les sites de l'établissement AIJ qui améliore la qualité de l'accompagnement des enfants. A défaut de baisse de la masse salariale, cet accord doit permettre une meilleure maîtrise de celle-ci. A court terme, l'entrée en vigueur de ce dispositif génère un surcoût direct unique de 100 K€ en raison de licenciements de collaborateurs ne souhaitant pas se voir appliquer les nouvelles dispositions.

En outre, le nouveau directeur arrivé au second semestre 2023 s'attache à mettre en place des procédures et des outils de suivi des activités et de la gestion. Il s'agit d'améliorer l'efficience de notre organisation et la maîtrise de nos coûts.

Enfin, en janvier 2024, l'autorité départementale a conduit 3 contrôles inopinés sur site et un contrôle sur pièces sur l'établissement AIJ. Cela a conduit à la fermeture du site AIJ de Vezins pour une durée de 3 mois renouvelée depuis pour 3 mois. Cette fermeture impactant le taux d'occupation peut avoir un impact à la baisse sur la dotation globale versée par le Conseil départemental de Maine-et-Loire.

Puis, se fondant sur des motifs contestés par l'association de non-réponses ou réponses jugées insuffisantes à des injonctions de 2021-2022, et la nécessaire réouverture du site de Vezins, par arrêté N°2024-04-AR-0177, les établissements AIJ et Cassiopée ont été placés sous Administration provisoire pour une durée de 6 mois renouvelables à compter du 30 avril dernier. L'Administrateur provisoire a notamment pour mission de « prendre toutes les mesures urgentes de nature à garantir qualité et la sécurité de l'accompagnement des usagers, d'évaluer la pertinence du modèle d'organisation des établissements et d'étudier la capacité de l'Association à poursuivre la gestion des établissements ».

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSOCIATION APIJ

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 8 093 859 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 16 349 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements n°2018-06 et n°2020-08 de l'ANC relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par les personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 28 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 3 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 7 ans
- * Matériel informatique : 5 à 7 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Prêt effort construction

Les sommes, versées au titre de la participation à l'effort construction sous forme de prêts à 20 ans sans intérêt, sont comptabilisées en immobilisation financière.

Rémunération des trois plus hauts cadres salariés

L'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, stipule que les "associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature".

Ces rémunérations représentent un montant global de 162 583 € de salaires bruts pour l'année 2023.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	105 884			105 884
Immobilisations incorporelles	105 884			105 884
- Terrains	279 450			279 450
- Constructions sur sol propre	8 248 007			8 248 007
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 109 047	12 948		4 121 995
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	286 207	7 086		293 293
- Installations générales, agencements aménagements divers	123 139	4 484		127 623
- Matériel de transport	37 975	4 154		42 128
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	555 733	3 941		559 674
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	13 639 558	32 613		13 672 170
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	34 800			34 800
- Autres titres immobilisés	54 790			54 790
- Prêts et autres immobilisations financières	125 212			125 212
Immobilisations financières	214 802			214 802
ACTIF IMMOBILISE	13 960 244	32 613		13 992 856

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		32 613		32 613
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		32 613		32 613
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

La société SP2V est en liquidation judiciaire depuis le 18 janvier 2023. Les titres de participation et le compte courant sont dépréciés à 100%.

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	104 364	1 521		105 884
Immobilisations incorporelles	104 364	1 521		105 884
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	5 019 278	308 334		5 327 612
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 940 863	317 974		2 258 837
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	250 042	15 748		265 790
- Installations générales, agencements aménagements divers	112 178	3 118		115 296
- Matériel de transport	36 803	1 290		38 092
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	490 237	33 831		524 069
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	7 849 401	680 296		8 529 696
ACTIF IMMOBILISE	7 953 764	681 816		8 635 581

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 224 757 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	110 306		110 306
Autres	14 906		14 906
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	122 976	122 976	
Autres	1 975 421	1 975 421	
Charges constatées d'avance	1 148	1 148	
Total	2 224 757	2 099 545	125 212
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - RRR à obtenir	14 760
Divers - produits à recevoir	27 707
Total	42 467

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	457				457
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	171 261				171 261
Réserves des activités sociales	1 678 982			629 923	1 049 059
RAN hors activités sociales	40 128	-1 919			38 209
RAN des activités sociales	-1 897 850	-334 749	629 923		-1 602 676
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-336 668	336 668		16 349	-16 349
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	-343 690		629 923	646 272	-360 039
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	52 275			8 907	43 368
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	-291 415		629 923	655 179	-316 671

Notes sur le bilan

Résultat effectif global de l'entité

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE :		
Reprise du résultat antérieur	-336 668	
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-16 349	-336 668
dont résultat effectif sous gestion propre	1 713	-2 325
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-18 061	-334 343

A la clôture de l'exercice, les éléments de résultats, reports et réserves qui n'ont pas encore fait l'objet d'une notification d'affectation de la part de l'autorité de tarification sont les suivants :

Résultats en instance d'affectation :

Concernant le siège, à l'issue des comptes administratifs 2021, il subsiste un résultat administratif en instance d'affectation pour un montant déficitaire de 315 898,95 €.

Concernant le siège, à l'issue des comptes administratifs 2022, il subsiste un résultat administratif en instance d'affectation pour un montant déficitaire de 254 703,66 €.

L'affectation est en cours d'examen.

Concernant la structure Cassiopée - A Petit Pas, à l'issue de l'arrêté des comptes administratifs de 2022 par le Département de Maine et Loire, il reste un résultat administratif en instance d'affectation d'un montant déficitaire de 94 394,81 €.

Concernant la structure Cassiopée - Pégase, à l'issue de l'arrêté des comptes administratifs de 2022 par le Département de Maine et Loire, il reste un résultat administratif en instance d'affectation d'un montant bénéficiaire de 34 939,76 €.

Concernant la structure Cassiopée - Tom Pouss, à l'issue de l'arrêté des comptes administratifs de 2022 par le Département de Maine et Loire, il reste un résultat administratif en instance d'affectation d'un montant déficitaire de 3 832,42 €.

Concernant AIJ, à l'issue de l'arrêté des comptes administratifs de 2022 par le Département du Maine et Loire, il subsiste un résultat déficitaire de 558 592,87 €.

Notes sur le bilan

Résultat effectif global de l'entité

	Total	AIJ	CASSIOPEE	AG	PROJET ASSO	SIEGE
Résultat comptable (a)	- 16 348	89 493	43 714	2 420	- 707	- 151 268
Reprise résultats sous contrôle tiers financeurs (b)	- 359 446	- 263 105	- 96 341			
Résultat économique (c = a + b)	- 375 794	- 173 612	- 52 627	2 420	- 707	- 151 268
Dépenses non opposables aux tiers financeurs (d)	-					
Produits non opposables aux tiers financiers (e)	-					
Résultat du compte administratif (f = c + d + e)	- 375 794	- 173 612	- 52 627	2 420	- 707	- 151 268

Subventions d'investissement

Tableau des subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL Montant nominal	235 902			235 902
TOTAL Quotes-parts virées au résultat	183 626	8 907		192 533

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	8 130				8 130
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	8 130				8 130
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 8 402 400 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	700	700		
- à plus de 1 an à l'origine	5 623 231	466 016	1 788 396	3 368 819
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 218 721	1 218 721		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	241 140	241 140		
Dettes fiscales et sociales	886 021	886 021		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 021	8 021		
Autres dettes (**)	424 566	424 566		
Produits constatés d'avance				
Total	8 402 400	3 245 185	1 788 396	3 368 819
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	156 131			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournis.fact. non parvenues	69 393
Int.courus s/emp.aup.établt.crédit	4 818
Intérêts courus	700
Dettes provis. pr congés à payer	323 947
Charges sociales s/congés à payer	145 760
Etat - autres charges à payer	29 220
Total	573 837

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	1 148		
Total	1 148		

Notes sur le bilan**Passif éventuel**

Provision congés payés pour maladie et arrêt de travail:

La chambre sociale de la Cour de Cassation a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés.

Elle consacre le principe selon lequel les salariés en arrêt maladie ou en accident, peu importe l'origine professionnelle ou non de celui-ci, continuent d'acquérir des congés payés pendant leur arrêt de travail pour une limite supérieure à un an.

L'association a pris note de cette décision, Cependant, le système d'information ne permet pas actuellement d'obtenir une estimation fiable de ce passif éventuel.

D'autre part, à la date d'arrêté des comptes, la loi relative à la mise en conformité du droit français n'est pas encore promulguée.

Notes sur le compte de résultat**Charges et produits d'exploitation et financiers****Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 10 749 euros

Honoraire des autres services : 0 euro

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics			10 045 676			10 045 676
Subventions d'exploitation			17 820	14 412		32 232
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			8 907			8 907
						10 086 815

Charges et Produits exceptionnels**Résultat exceptionnel**

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	4 727	
Subventions d'investissement virées au résultat		8 907
TOTAL	4 727	8 907

Contribution volontaire en nature

L'action des bénévoles au sein de l'association représente 2,5 ETP sur l'année 2023 soit 4 550 heures. La contribution a été valorisée au SMIC horaire brut majoré de 45 % pour les charges sociales et fiscales, soit une valorisation globale de 71 572 €.

Dons d'équipements sportifs de la part de la ville d'Angers pour un montant de 1 064 €.

Notes sur le compte de résultat

Produits de tiers financeurs

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUIT DE TARIFICATION / PRIX DE JOURNEE		
PRIX DE JOURNEE HEBERGEMENT	9 138 937	7 774 489
PRIX DE JOURNEE HORS DEPARTEMENT	906 739	953 413
PRODUIT DE TARIFICATION	-	567 623
TOTAL PRODUIT DE TARIFICATION / PRIX DE JOURNEE	10 045 676	9 295 525
SUBVENTIONS		
VILLE DE CHOLET	1 000	-
VILLE SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU	-	5 950
VILLE ROSERAIE / MONPLAISIR	-	4 300
DEPARTEMENT	15 820	6 255
SUBVENTION AG	1 000	-
CAF	14 412	28 031
TOTAL SUBVENTIONS	32 232	44 536
GLOBAL	10 077 907	9 340 061

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Emprunt CE AIJ n°003884E 715 k€ : hypothèque conventionnelle non rechargeable	478 077
Avals et cautions	478 077
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	478 077

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Caisse d'Epargne CEGC	41 583
Caisse d'Epargne CD49	532 550
CDC Commune de Chemillé 50%	21 800
CDC COMCOM Chemillé 50%	21 800
Crédit Agricole Collectivité publique	1 625 932
Crédit Mutuel Ville de Cholet 50%	188 438
Crédit Mutuel CD49 50%	188 438
Société Générale Commune de Chemillé 50%	182 876
Société Générale Commune de Saumur 50%	105 898
Société Générale Commune de Candé 50%	183 185
Société Générale CD49 50%	675 386
Avals et cautions	3 767 885
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	3 767 885

Autres informations**Engagements retraite**

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,20 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Table de taux de mortalité : INSEE 2024

Compte tenu des données de l'entreprise et des hypothèses actuarielles retenues, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2023 s'élève à 151 467,78 euros.

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Effectif

	AIJ	CASSIOPEE	SIEGE	AG	GLOBAL APIJ
Cadres et assimilés	5	4	3		12
Employés	76	56	6		138
Ouvriers					
Total	81	61	9	0	150